

LETTRE HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA FEDOM

N°582 – Lundi 8 juillet 2024



L'ÉDITO

Les élections législatives sont passées. Les nouveaux équilibres parlementaires sont complexes. Toutes raisons de compliquer et de ralentir les processus de décision publique. Cela n'est pas bon dans la relation réciproque que nos entreprises et l'Etat tissent. La FEDOM, naturellement, s'adaptera à la nouvelle donne exécutive comme législative, de façon à la fois respectueuse et exigeante pour les enjeux que nous portons. En attendant, les dossiers sont sur la table, ainsi de l'urgence économique en Nouvelle-Calédonie. L'administration travaille, ainsi de la mission d'évaluation de la LODEOM, qui porte sur le sujet des exonérations de charges sociales si précieuses à nos entreprises. Alors, nous sommes aussi attentifs et actifs dans ce court terme, comme nous serons attentifs et actifs auprès des nouveaux pouvoirs.

Hervé Mariton

Président de la FEDOM



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES 2024

Cohabitation, coalition, Gouvernement "technique"... quels scénarios après les législatives ?

Au lendemain du second tour des élections législatives, l'Assemblée nationale apparaît divisée en trois blocs distincts. Si la gauche est arrivée en tête, avec 182 sièges, elle ne dispose cependant pas d'une majorité absolue. Si Emmanuel Macron a demandé à Gabriel Attal de rester Premier ministre "pour le moment", le scrutin ouvre une période d'incertitudes et de tractations : qui lui succèdera ? France 24 explore différents scénarios.

[En savoir plus](#)

Privée de majorité absolue, l'Assemblée devient l'épicentre du jeu politique

Dès le 8 juillet, c'est un troisième tour qui commence au Palais-Bourbon. La composition du gouvernement dépendra plus que jamais du rapport de force entre les députés. Le premier round des discussions commence par la négociation sur les postes clés de l'institution, alors que le Nouveau Front Populaire se dit prêt à gouverner ([ici](#)).

Source : *Contexte*

Voir également : [Résultats des élections législatives 2024 en temps réel \(lemonde.fr\)](#)

Mais aussi : [Que proposent les partis politiques encore engagés dans ces législatives pour les Outre-mer ?](#)

Résultats complets du 2ème tour des législatives 2024 dans les circonscriptions d'Outre-mer

Les électeurs des Outre-mer ont été, pour la plupart d'entre eux, parmi les premiers à voter pour ce second tour des élections législatives. A l'instar du tour précédent, ils se sont mobilisés pour élire les vingt-quatre députés ultra-marins dont les sièges étaient encore vacants. Au soir de cette élection, six nouveaux députés font leur entrée au Palais Bourbon dont deux du Rassemblement national et un indépendantiste en Nouvelle-Calédonie : du jamais vu depuis 1986.

[En savoir plus](#)

Voir également : [Législatives 2024 : qui sont les 27 députés d'Outre-mer ? - Outre-mer la 1ère](#)

Commentaire FEDOM

La FEDOM adresse ses félicitations républicaines aux parlementaires. Elle espère poursuivre avec eux une relation de travail sincère, trans-partisane et efficace au service du développement économique et social de nos territoires. Quelle que soit la coalition qui gouvernera, la réussite de cette XVIIème législature ne pourra pas se faire sans celle des Outre-mer, l'épanouissement de leurs habitants, et le succès des entreprises ultramarines.

Ont été élus ou réélus députés :

Guadeloupe :

- C1 : Olivier SERVA (DVG), sortant LIOT
- C2 : Cristian BAPTISTE (DVG-NFP), sortant Socialistes
- C3 : Max MATHIASIN (DVG), sortant LIOT
- C4 : Élie CALIFER (Socialiste-NFP) sortant Socialistes

Guyane :

- C1 : Jean-Victor CASTOR (DVG), sortant GDR
- C2 : Davy RIMANE (DVG), sortant GDR

Martinique :

- C1 : Jiovanny WILLIAM (DVG-NFP), sortant GDR
- C2 : Marcellin NADEAU (DVG-NFP), sortant GDR
- C3 : Béatrice BELLAY (Socialiste-NFP), nouvelle élue
- C4 : Jean-Philippe NILOR (DVG-NFP), sortant LFI

Mayotte :

- C1 : Estelle YOUSOUFFA (DVD), sortante LIOT
- C2 : Anchya BAMANA (RN), nouvelle élue

Nouvelle-Calédonie :

- C1 : Nicolas METZDORF (Loyalistes et Rassemblement LR), sortant Renaissance
- C2 : Emmanuel TJIBAOU (Indépendantistes et nationalistes), nouvel élu

Polynésie française :

- C1 : Moerani FREBAULT (DVD), nouvel élu
- C2 : Nicole SANQUER (DVD), nouvelle élue
- C3 : Mereana REID ABERLOT (Tavini), sortante GDR

La Réunion :

- C1 : Philippe NAILLET (Socialiste-NPF), sortant Socialiste
- C2 : Karine LEBON (UG-NFP), sortante GDR
- C3 : Joseph Rivière (RN), nouvel élu
- C4 : Emeline K/BIDI (DVG-NFP), sortante GDR
- C5 : Jean-Hugues RATENON (DVG-NFP), sortant LFI
- C6 : Frédéric MAILLOT (DVG-NFP), sortant GDR
- C7 : Perceval GAILALRD (DVG-NFP), sortant LFI

Saint-Martin et Saint-Barthélemy :

- Frantz GUMS (DVC, Ensemble), sortant MODEM

Saint-Pierre et Miquelon :

- Stéphane Lenormand (DVD), sortant LIOT

Wallis et Futuna :

- Mikaele SEO (Ensemble), sortant Renaissance

DU CÔTÉ DE L'UNION EUROPEENE

COI : 15,3 millions d'euros de l'Union européenne pour la sécurité maritime régionale

« Safe Seas Africa » (SSA) : c'est le nom d'un nouveau programme de l'Union européenne en faveur de la sécurité maritime en Afrique d'un budget total de 45 millions d'euros. L'une des composantes de ce programme européen bénéficiera directement au renforcement de l'Architecture régionale de sécurité maritime établie par la Commission de l'océan Indien (COI).

[En savoir plus](#)

VIE DES TERRITOIRES

Crise du logement : toujours en baisse, le nombre de permis de construire au plus bas depuis l'an 2000

Les maisons individuelles sont particulièrement frappées par la crise de l'immobilier, selon les dernières données provisoires que vient de publier le Gouvernement. Presque toutes les régions sont touchées, y compris les Outre-mer.

[En savoir plus](#)

L'IA, une chance pour les Outre-mer ?

L'intelligence artificielle ou IA, est l'objet de tous les superlatifs. Déjà mise en œuvre en Outre-mer, l'Intelligence Artificielle peut participer à l'amélioration par exemple des services publics, voire favoriser le développement économique. L'intelligence artificielle envahit tous les domaines, notamment les langues régionales et vernaculaires. Les Outre-mer en comptent plus d'une cinquantaine. À Mayotte, une start-up Ndovoo Voice travaille sur une IA capable de traduire les langues de Mayotte vers d'autres langues notamment le français, l'anglais et ou encore le mandarin.

L'IA peut-elle être une chance pour les Outre-mer ?

[En savoir plus](#)

Les JO des Entrepreneurs : la France d'Outre-mer va présenter les entreprises qui contribuent au rayonnement de la France dans le monde

Les JO des Entrepreneurs du 26 juillet au 12 août à Paris : la France d'Outre-mer va présenter les entreprises qui contribuent au rayonnement de la France dans le monde. Les participants auront également la possibilité de valoriser leur expertise en réalisant leurs propres conférences et masterclass au cœur de carrés VIP.

[En savoir plus](#)

Guyane - Un projet prometteur de développement agricole à Camopi

Camopi, une commune isolée du Parc Amazonien de Guyane, accueille un projet ambitieux de l'association LIANE (Liens et Insertion pour la Guyane). Ce projet, centré sur l'exploitation agricole et la création d'une unité d'agro-transformation, va bientôt pouvoir voir le jour, notamment grâce au soutien crucial de la Fondation Albioma, obtenu cette année.

[En savoir plus](#)

Martinique - Intempéries : Serge Letchimy demande la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Au lendemain du passage de l'ouragan Beryl, Serge Letchimy, président du conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique, a sollicité officiellement la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour toutes les communes impactées. Un courrier a été adressé, à cet effet, le mardi 2 juillet, au président de la République.

[En savoir plus](#)

Martinique - Le Salon du Retour : une initiative incontournable pour le retour des Martiniquais

Depuis six ans, Alé Viré s'efforce d'informer et d'accompagner celles et ceux qui souhaitent revenir en Martinique. À travers le « Salon du Retour », devenu un rendez-vous incontournable, l'organisation facilite le retour des Martiniquais expatriés, en mettant en avant les opportunités socio-économiques locales. Cet événement annuel célèbre et valorise le retour au pays des talents martiniquais à une époque où la Martinique fait face à une perte annuelle de plus de 4 000 habitants.

[En savoir plus](#)

Mayotte - Le nouveau directeur de l'ARS veut convaincre les médecins de revenir exercer à Mayotte

Dans un contexte sanitaire extrêmement difficile, Sergio Albarello, médecin militaire urgentiste, a été nommé directeur de l'Agence Régionale de Santé (ARS) à Mayotte. Confronté à de nombreux défis, il s'engage à apporter son expertise pour améliorer les conditions de l'accès aux soins sur l'île et attirer de nouveaux médecins.

[En savoir plus](#)

Voir également : [Les médecins étrangers peuvent désormais bénéficier d'une dérogation pour pratiquer à Mayotte - Mayotte la 1ère \(francetvinfo.fr\)](#)

Mayotte - Les déchets textile vont bientôt connaître une nouvelle vie

Le Sidevam 976 et l'entreprise Mao-Re-Cycle TLC (MRC TLC) ont signé vendredi une convention de partenariat avec l'éco-organisme Re fashion pour la gestion, la collecte et le tri des textiles, linges et chaussures usagés (TLC). À terme, ces déchets devraient être revalorisés sur l'île de Mayotte afin de garantir un circuit vertueux.

[En savoir plus](#)

Nouvelle-Calédonie - Le Congrès vote à l'unanimité le texte qui intègre 5,9 milliards de francs CFP

Le Congrès a adopté à l'unanimité jeudi 4 juillet la modification apportée au budget de la Nouvelle-Calédonie que proposait le Gouvernement. Il s'agissant notamment d'intégrer une recette nouvelle : 5,9 milliards de francs pacifiques, sous forme d'emprunt à la Banque des Territoires. Cette somme (une partie des 29 milliards de francs d'aides accordées par l'Etat) va être fléchée vers les collectivités locales, communes et provinces.

[En savoir plus](#)

Voir également : [Les émeutes en Nouvelle-Calédonie ont déjà coûté 2,2 milliards d'euros \(latribune.fr\)](#)

Polynésie française - Standard & Poor's attribue un « A » à l'économie polynésienne

S&P prévoit « que le territoire continuera à se désendetter sur la période 2024-2026, car il bénéficie d'importantes réserves de liquidités ». La société de notation compte sur une « croissance économique saine » du territoire, qui pourrait compenser « en partie les importants transferts en cours vers les établissements publics et les dépenses d'investissement élevées ». Elle attribue ainsi une [notation](#) « long et court terme A/A-1 avec une perspective stable ».

[En savoir plus](#)

Polynésie française - Les Îles Marquises bientôt au Patrimoine mondial de l'Unesco ?

À deux semaines de la 46ème session du Comité du patrimoine mondial de l'Unesco, où seront désignés les nouveaux biens entrant au sein du palmarès, Anatauarii Tamarii, archéologue et responsable de la cellule « Patrimoine culturel » à la Direction de la Culture et du Patrimoine de Polynésie française se dit confiant quant à la candidature des îles Marquises. Après 30 ans d'attente, l'archipel polynésien rejoindra-t-il les sites naturels et culturels primés ? Réponse à partir du 21 juillet.

[En savoir plus](#)

Polynésie française - Le "vin" d'ananas de Moorea à l'assaut de l'Hexagone

La tâche est compliquée en métropole, sans doute le territoire le plus exigeant en termes de vin. Mais le "vin" d'ananas de Jean-Michel Monot est en train de séduire petit à petit les palais métropolitains.

[En savoir plus](#)

La Réunion – Un salon pour trouver la voie d'un nouveau métier

La première édition du Salon de la reconversion professionnelle s'est tenue à la NORDEV. Deux jours pour aider les Réunionnais qui souhaitent sauter d'une branche à l'autre.

[En savoir plus](#)

La Réunion - La Chambre d'agriculture énonce ses 12 priorités pour La Réunion

La Chambre d'agriculture de La Réunion a défini 12 priorités pour une agriculture compétitive et performante. Engagée pour l'accompagnement des transitions économiques, sociales, environnementales et climatiques de l'agriculture et du territoire, elle a soumis ses propositions aux candidats des élections législatives.

[En savoir plus](#)

La Réunion - FDSEA : un report de paiement des cotisations de protection sociale approuvé par la CGSS

La FDSEA de la Réunion a demandé un report, sans pénalité, de la date de paiement des cotisations de leur protection sociale AMEXA, la CGSS y a répondu favorablement. « *La démarche ne sera tout de même pas automatique, il faudra faire une demande individuelle de report de paiement pour le 1er août* »

Commentaire FEDOM

La FEDOM salue cette position de bon sens et l'écoute apportée par la CGSS de La Réunion aux agriculteurs.

Nous appelons à élargir cette logique au secteur du BTP qui, comme le montrent les derniers chiffres de l'IEDOM, est fragilisé par une succession de crises structurelles et conjoncturelles.

Pour les entreprises en difficulté du secteur qui se retrouvent dans des plans d'apurement de dettes, le cadre réglementaire actuel ne permet effectivement pas aux cotisants de casser la spirale infernale de la dette sociale dans laquelle ils se trouvent dans la mesure où, même lorsqu'ils souscrivent à des plans d'apurement des dettes, l'application automatique des pénalités de retard qui demeure accru considérablement le poids de celles-ci.

Dans ce contexte, et de la même manière, cela est d'ores et déjà appliqué aujourd'hui pour le secteur de la banane aux Antilles et à Mayotte. Il s'agirait donc de garantir pour les entreprises du BTP, par une circulaire administrative, l'arrêt du calcul des majorations et pénalités de retard à l'entrée du plan d'étalement de leur dette sociale ainsi que la possibilité d'inclure au sein de ce plan la masse globale des dettes non prescrites (tenant compte des actes interruptifs de la prescription) issue de la situation de dettes établie au jour de la demande. En parallèle, le cotisant s'engagerait à honorer le paiement des échéances des cotisations en cours en sus de celles prévues par son plan d'étalement de la dette.

Cette solution pragmatique comporte de nombreux avantages : inciter les entreprises à régler de bonne foi leurs cotisations et leur passif, éviter de nombreuses procédures collectives, consolider et assainir l'économie ultramarine, renforcer le rôle des CCGS et les leviers d'action dont elles disposent.

Dans le prolongement de la [question écrite](#) adressée, par la Sénatrice Viviane Mallet (LR, La Réunion), à la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, la FEDOM formule le vœu que le prochain Gouvernement se saisisse pleinement de ce sujet.

[En savoir plus](#)

Saint-Barthélemy – Air Antilles officialise son retour

Les avions d'Air Antilles ont repris leurs rotations entre la Guadeloupe et Saint-Barthélemy le lundi 24 juin. Un retour de la compagnie Air Antilles (avec un nouvel actionnaire) qui a été officialisé par une cérémonie organisée à l'aéroport de Saint-Barth.

[En savoir plus](#)

Saint-Martin - Staycation : des promotions pour les résidents en été

Après deux années d'interruption, le dispositif Staycation est à nouveau mis en place par l'Office de tourisme de Saint-Martin. Il s'agit de mettre en ligne sur une plateforme dédiée les promotions sur les hôtels, restaurants et commerces. Objectif, attirer les résidents et la clientèle de Guadeloupe et de Martinique pour relancer la basse saison. Du 1er juillet au 31 août, les résidents de Saint-Martin et de Sint Maarten pourront profiter d'offres avantageuses dans 52 établissements et commerces de la partie française.

[En savoir plus](#)

VIE DES ADHERENTS

« La pudeur de posture a atteint ses limites » dénonce le MEDEF NC

Dans un communiqué, le Medef-NC estime que « la pudeur de posture a atteint ses limites » et appelle l'État à respecter ses engagements. L'État qui, selon l'organisation patronale, « est le seul et unique acteur à pouvoir protéger ce qui n'a pas encore été détruit et reconstruire ce qui l'a été ».

[En savoir plus](#)

Voir également [Nouvelle-Calédonie : Dans un courrier à Bruno Le Maire, les acteurs économiques très critiques à l'égard de l'aide économique mise en place par l'État | Outremer360](#)

Ou encore : [\[DOSSIER\] Nouméa : un triste état des lieux - DNC.NC](#)

CPME Réunion - Ker Metis, Humapro, Le Rucher d'Autres Foies, Réunion Apprentissage Formation lauréats des Trophée Entreprise & Territoire 2024

La 7ème édition du Trophée Entreprise & Territoire, organisée par la CPME Réunion, a récompensé les meilleures initiatives locales dans le domaine de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et de l'Ancre territoriale. Parmi une quarantaine d'inscrits, 14 entreprises répondant aux critères de sélection ont été retenues.

[En savoir plus](#)

Albioma abandonne le charbon au profit du 100% biomasse

Avec la conversion au 100% biomasse de la centrale Albioma Le Moule en Guadeloupe, la page du charbon se tourne définitivement dans l'Outre-mer.

[En savoir plus](#)

Air Caraïbes reprend ses vols vers Haïti

Après plus de 3 mois de suspension des opérations en raison de la situation politique à Haïti, Air Caraïbes a repris lundi 1^{er} juillet ses vols vers l'aéroport Toussaint Louverture en Haïti.

[En savoir plus](#)

Bruno Blandin, président de l'UDE-MEDEF Guadeloupe : « Quoi qu'il se passe le 7 juillet prochain, il nous faudra un ministre ou un ministre des Outre-mer fort qui ne dépende pas du ministère de l'Intérieur »

C'est jeudi 27 juin que s'est tenue l'Assemblée Générale annuelle de l'UDE-MEDEF Guadeloupe. L'évènement, qui s'est déroulé sur le territoire, devait, à l'origine, avoir comme grande thématique les questions sécuritaires en présence des représentants des forces de l'ordre, des services de la douane et

de la préfecture... La dissolution inattendue de l'Assemblée nationale par le président de la République et la mise en place de nouvelles élections législatives a obligé les entrepreneurs à revoir leur programme. Pour Bruno Blandin, président de l'UDE-MEDEF Guadeloupe la situation est inquiétante.

[En savoir plus](#)

Julien Dujardin prend la tête du grand port maritime de La Réunion

Directeur général adjoint du grand port maritime de Nantes-Saint-Nazaire, Julien Dujardin est nommé président du directoire de Port Réunion.

Commentaire FEDOM

La FEDOM félicite Julien Dujardin pour sa [nomination](#) à la présidence du directoire du GPM de La Réunion. Jusque-là directeur adjoint du GPM de Nantes-Saint-Nazaire, Julien Dujardin prend ainsi la suite d'Éric Legrigeois, que la FEDOM tient à remercier pour sa participation à ses travaux et pour l'ensemble des actions réalisées au service des Réunionnais.

[En savoir plus](#)

"BE@IT" : les rencontres autour du numérique de l'UDE-MEDEF

Comme chaque trimestre, l'UDE-MEDEF a organisé le 3 juillet son petit-déjeuner dédié à la culture du numérique. C'était au siège à Jarry, en partenariat avec le Conseil Départemental.

[En savoir plus](#)

La CCI Martinique accueille des chefs d'entreprises dominiquais

À l'occasion d'une rencontre initiée par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Martinique, ses voisins de Dominique se sont rendus au Lamentin. L'initiative vise à proposer de nouveaux produits et une nouvelle collaboration sur le territoire.

[En savoir plus](#)

RAPPORTS, ETUDES, AVIS, JURISPRUDENCES

Les défaillances des entreprises ultramarines en forte hausse

Entre mars 2023 et mars 2024, on enregistre une hausse de 29,1 % du nombre de défaillances d'entreprises en Outre-mer (2 271) par rapport à la période mars 2022 à mars 2023, qui se situent sensiblement au-dessus de leur niveau pré-Covid. Les hausses sont massives à la Réunion (+ 61%), importantes en Martinique (+ 33%) et en Nouvelle-Calédonie (+ 28,3%). Cela concerne d'abord le BTP, le commerce et la réparation automobile.

[En savoir plus](#)

Voir également : [La France confrontée à une forte poussée des défaillances d'entreprises | Les Echos](#)

IEDOM/IEDOM - Tableau de bord économique des Outre-mer

L'IEDOM/IEDOM a publié son tableau de bord économique des Outre-mer de l'année 2023 qui présente les caractéristiques structurelles des territoires ultramarins (population, PIB, etc.) ainsi que divers indicateurs conjoncturels (ICM, prix à la consommation, emploi, etc.).

[En savoir plus](#)

Voir également le rapport annuel de la [Martinique](#) et de [Guadeloupe](#)

Les tarifs bancaires des collectivités d’Outre-mer du Pacifique demeurent bien supérieurs à ceux de l’Hexagone, mais l’écart s’est fortement réduit, selon la Banque de France

L’Observatoire de l’inclusion bancaire de la Banque de France vient de publier son [rapport annuel](#) pour l’année 2023, consacré au suivi des dispositifs d’inclusion financière. Ces dispositifs ont pour objectif de permettre l’accès de tous à des services bancaires indispensables, et visent aussi à informer et protéger les personnes en situation de fragilité financière. Cette année, un chapitre du rapport porte sur l’inclusion bancaire dans les collectivités d’Outre-mer du Pacifique.

[En savoir plus](#)

La FEDOM sur les réseaux sociaux



Fédération des Entreprises d'Outre-mer (FEDOM)

6,588 followers

3d

🏠🌐 La Fédération des Entreprises d'Outre-mer (FEDOM) a recensé et synthétisé les propositions "Outre-mer" des principaux partis politiques pour la campagne des élections législatives 2024.

Les principales sources utilisées pour la réalisation de cette synthèse sont :

- les programmes et les professions de foi ;
- les interviews données par les principaux responsables politiques nationaux, notamment à Outremers 360° ;
- les réponses apportées au courrier d'interpellation adressé aux partis politiques par la FEDOM ; à cette heure, seul Ensemble a formalisé une réponse écrite.

Vous pouvez retrouver cette synthèse ici 📄

Bonne lecture !

#legislatives2024 #outremer #entreprises

Propositions législatives 2024 • 4 pages en postcards pour les législatives 2024

Catégories	Nouveau Front Populaire	Democratie	Les Républicains	Rassemblement National
Outre-mer institution	Organiser un congrès des territoires éloignés pour un plan d'action partagé sur l'égalité et l'autonomie des Outre-mer, basé sur les revendications et les "biens communs", avec un plan conjugué d'investissement.	Préparer un projet de loi pour Mayotte en état d'urgence afin de lutter plus efficacement contre l'immigration irrégulière et l'insécurité, faire converger les droits sociaux et donner à Mayotte les moyens de son développement.	Mettre à l'ordre du jour une loi de programmation en faveur du rattrapage économique et social de Mayotte.	Mettre en place un ministère d'État pour les Outre-mer.
	Revenir à la réforme constitutionnelle en Nouvelle-Calédonie.		Ordonner un ministère des Outre-mer de plein exercice.	
	Privilégier les ultramarins pour les postes à responsabilité et faciliter le retour des hauts fonctionnaires d'État.		Proposer une loi annualisant le droit de l'Outre-Mer pour répondre aux besoins prioritaires des territoires.	Prévoir un nouveau référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie dans 40 ans.
	Cesser de faire de Mayotte un territoire de seconde zone de la République, étendre l'accès matériel et financier aux services de l'État et du SMIC sur le reste du pays et procéder systématiquement tous les quatre ans.	Poursuivre les discussions sur l'avenir institutionnel en Nouvelle-Calédonie afin de parvenir à un accord, traité par la suite dans un projet de loi constitutionnelle à soumettre au Parlement.	Abolir le droit de sol à Mayotte et renforcer les moyens d'immigration en mer pour lutter contre l'immigration clandestine.	Prévoir un nouveau référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie dans 40 ans.
	Prendre systématiquement en compte les Outre-mer dans chaque texte législatif.		Enclaver vers une autonomie de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française.	Supprimer le droit de sol à Mayotte.
Améliorer les conditions d'accueil des réfugiés à Mayotte et supprimer les conditions complexes de déplacement entre Mayotte et le reste du territoire.		Renforcer la puissance de dérogation des profils.	Relancer le dialogue sur l'évolution du statut de corps diplomatique en Nouvelle-Calédonie.	

LinkedIn : [Fédération des Entreprises d'Outre-mer \(FEDOM\)](#)

Twitter [@LA_FEDOM](#)

JOURNAL OFFICIEL

JORF du 03.07.2024

- [Décret n° 2024-654](#) du 2 juillet 2024 portant revalorisation du revenu de solidarité en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et dans les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

JORF du 04.07.2024

- [Décret du 3 juillet 2024](#) portant nomination du président du directoire du grand port maritime de la Martinique - M. MENCE (Bruno).

Commentaire FEDOM

La FEDOM félicite Bruno Mencé pour sa nomination à la présidence du directoire du GPM de Martinique. Elle salue le travail réalisé par son prédécesseur, Jean-Rémy Villageois, qui a pris la tête du GPM de Nantes-Saint-Nazaire.

[En savoir plus](#)

JORF du 06.07.2024

- [Arrêté du 5 juillet 2024](#) modifiant l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement, ainsi qu'aux prêteurs mentionnés à l'article L. 548-1 du code monétaire et financier, en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 en Nouvelle-Calédonie.

JORF du 07.07.2024

- [Décret n° 2024-729](#) du 6 juillet 2024 autorisant la société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Guyane à exercer le droit de préemption et à bénéficier de l'offre amiable avant adjudication volontaire.

- [Décret n° 2024-737](#) du 5 juillet 2024 portant publication de la lettre française du 18 décembre 2023 notifiant la levée de la réserve relative à la Polynésie française formulée par le Gouvernement de la République française lors de l'approbation de la Convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (1), du premier amendement et du protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale (ensemble cinq annexes) (2) à la Convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière.